



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

CHU

Question écrite n° 12478

Texte de la question

M. Christian Estrosi demande à M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées de bien vouloir lui indiquer les investissements futurs prévus, en poste et en matériels, au centre hospitalier universitaire de Nice.

Texte de la réponse

Le CHU de Nice envisage de très importantes opérations d'investissement dans les dix ans à venir : construction de l'hôpital Pasteur II : reconstruction sur site de l'hôpital, pour un montant prévisionnel de 256 millions d'euros (2002 à 2011) ; opérations préalables (Saint-Roch, Pasteur, funérarium, internat) : 300 millions d'euros (2003-2005) ; adaptations de l'hôpital de l'Archet : 23 millions d'euros (2004-2008) ; pôle logistique (approvisionnement hôtelier et pharmaceutique, stérilisation, archives) : 19,5 millions d'euros (2004-2006). Pôle rééducation-gériatrie : 25 millions d'euros (2004-2007). Hôpital de santé publique de Saint-Roch : 5 millions d'euros (2011-2012). Le CHU envisage par ailleurs deux opérations d'investissement avec des établissements à gestion privée : un bâtiment ORL et blocs opératoires avec le centre de lutte contre le cancer Antoine-Lacassagne et un pôle parent-enfant au sein de l'hôpital Lenval. Le contrat d'objectif et de moyens signé avec l'ARH valide la nature des opérations citées et les cofinance dans le cadre du plan hôpital 2007 : sous la forme d'allocation budgétaire pérenne pour une hauteur totale de 10,5 millions d'euros (Pasteur II) ; sous la forme d'une subvention du fonds de modernisation des établissements de santé publics et privés de 5,521 millions d'euros (allouée au centre Antoine-Lacassagne pour l'institut d'ORL).

Données clés

Auteur : [M. Christian Estrosi](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 12478

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 6 avril 2004

Question publiée le : 24 février 2003, page 1358

Réponse publiée le : 13 avril 2004, page 2965